

Note de département

MTS | N° 2019-061

Décision du 15 mars 2019

Décision N° MTS-2019-061 du 15 mars 2019
portant délégation de signature du directeur du département Métro Transport et Services (MTS), à la directrice de l'unité opérationnelle ligne 8

Le directeur du département MTS,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la R.A.T.P. ;

Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la R.A.T.P. ;

Vu les articles L.2142-1 et suivants du code des transports ;

Vu la délégation de pouvoirs n° NG-2017-148 consentie le 23 février 2018 au directeur du département MTS par la Présidente-Directrice générale de la RATP.

Décide :

Article 1^{er}

1. De donner délégation à Mme Valérie GAIDOT, directrice de l'unité opérationnelle ligne 8, à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de l'unité opérationnelle ligne 8 :

1.1. Pour les actes de gestion comptable pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de l'unité opérationnelle ligne 8 :

Les décisions d'engagement et de réception des dépenses se rapportant à ladite activité lorsque celles-ci portent sur des actifs inscrits au bilan de l'opérateur de transport.



1.2. Pour les conventions, marchés et actes passés dans le cadre et pour les besoins de l'activité de l'unité opérationnelle ligne 8 :

1.2.1. Tout acte pris lors de la passation des marchés, des bons de commande et avenants éventuels visés à l'alinéa 1.2.2.

1.2.2. A l'exception des marchés de nettoyage des espaces et des trains, les marchés ou bons de commande d'un montant inférieur à 80 000 euros ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou d'un bon de commande initial demeure inférieur à 80 000 euros.

Les marchés et bons de commande visés par le présent alinéa 1.2.2 ainsi que par l'alinéa précédent 1.2.1 sont ceux passés par la RATP, en tant qu'entité adjudicatrice, pour ses besoins.

1.2.3. Les autres conventions d'un montant inférieur à 80 000 euros, ainsi que leurs avenants éventuels, à l'exception des conventions de financement passées entre la RATP et les financeurs relevant du Contrat de Plan Etat Région ainsi que les conventions afférentes aux affaires patrimoniales.

1.2.4. Les actes d'exécution des marchés et bons de commande passés par la RATP en tant qu'entité adjudicatrice :

1.2.4.1. A l'exception des actes définis au 1.2.4.2 pour lesquels des seuils sont fixés, tout acte nécessaire à l'exécution des marchés et bons de commande passés pour les besoins de l'activité de l'unité opérationnelle ligne 8, quel que soit le montant dudit acte et celui de ces marchés et bons de commande. Ces actes sont notamment les ordres de service, les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires, les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants, les décisions de réception des prestations, les décomptes provisoires, les décisions d'ajournement ou de suspension. Plus particulièrement, délégation est donnée à Mme Valérie GAIDOT, directrice de l'unité opérationnelle ligne 8, à l'effet de signer les ordres de service pris dans le cadre de l'exécution des marchés de nettoyage des espaces et des trains, dans la limite des montants desdits marchés.

1.2.4.2. Délégation est donnée également à Mme Valérie GAIDOT, à l'effet de signer, en son nom, les mises en demeure, les décisions de résiliation, ou encore les décomptes généraux et définitifs, mais uniquement pour les marchés et bons de commande inférieurs à 80 000 euros, ainsi que les ordres de service notifiant les décisions de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale du marché ou bon de commande, sous réserve que le nouveau montant du marché ou bon de commande fixé par cet ordre de service demeure inférieur à 80 000 euros.

1.2.5. Tout acte nécessaire à l'exécution des marchés, contrats et conventions visés à l'alinéa 1.2.3.

1.2.6. Les transactions d'un montant inférieur à 80 000 euros visant à régler les litiges nés dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, sous réserve que lesdits litiges n'aient pas été portés devant le juge.



1.2.7. Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité de l'unité opérationnelle ligne 8, et entre autres les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie GAIDOT, directrice de l'unité opérationnelle ligne 8, de donner délégation à :

- M. Pierre CHAUVEAU, responsable ressources humaines L8 ou à
- M. Michel AMBERT, responsable transport L8 ou à
- Mme Pascale JARAGOYHEN, responsable secteur L8 ;

à l'effet de signer en son nom tous les actes dont la signature a été déléguée par la présente décision.

Article 3

Cette décision annule et remplace la note de département n°MTS-2018-038 en date du 1^{er} mars 2018.

Article 4

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel des actes de la RATP, mis en ligne sur le site internet de cette dernière (www.ratp.fr).

Fait à Paris, le 15 mars 2019

Michel DAGUERREGARAY
Le directeur du département MTS